

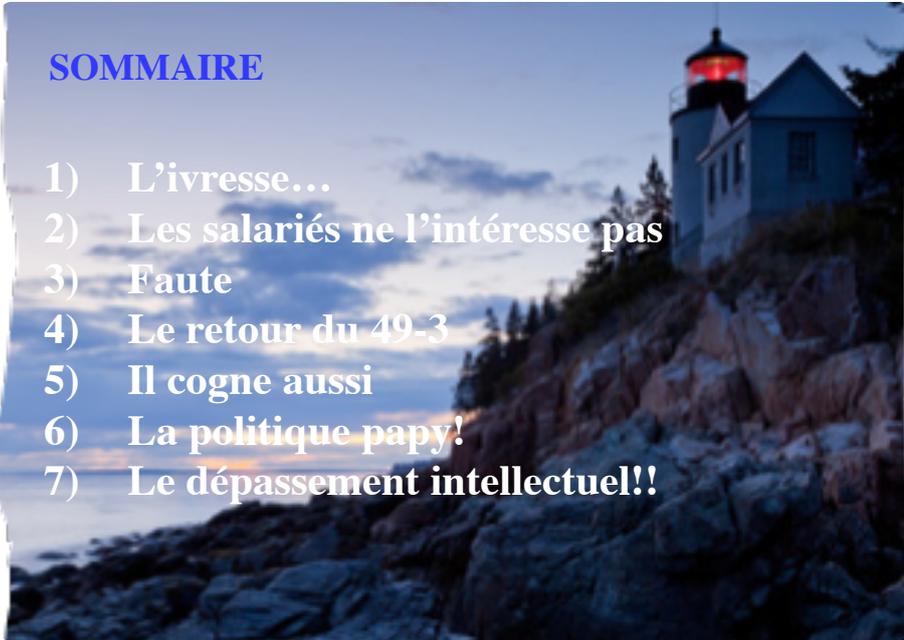
# LA PRESSE EN REVUE...



**JEUDI 11 JUIN 2015**

## SOMMAIRE

- 1) L'ivresse...
- 2) Les salariés ne l'intéresse pas
- 3) Faute
- 4) Le retour du 49-3
- 5) Il cogne aussi
- 6) La politique papy!
- 7) Le dépassement intellectuel!!



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Manuel Valls rattrapé par l'ivresse du pouvoir



Manuel Valls, le 11 mai lors d'un déplacement à Lyon (PHILIPPE DESMAZES / AFP)



Par Sylvain Courage

**La mauvaise humeur de Sylvain Courage après le déplacement du Premier ministre à Berlin pour assister à la finale de la Ligue des Champions.**

La polémique autour du voyage de Manuel Valls à Berlin, dans un avion de la République, révèle les faiblesses de notre démocratie.

**La faiblesse de nos dirigeants** qui sont inmanquablement rattrapés par l'ivresse du pouvoir et qui profitent des facilités qui leurs sont accordées pour mêler intérêts privés et intérêts publics. Au moment où Manuel Valls se rend au congrès du PS pour dire à sa famille politique qu'il est socialiste, on le voit se rendre à Berlin pour assister à une finale bling-bling. Pour Manuel Valls, c'est une catastrophe en terme d'image et une faute politique.

**Deuxième faiblesse de notre système** : le fonctionnement des médias, qui s'emparent de l'affaire pour en faire un feuilleton à rebondissements. Jusqu'à l'écœurement...

[nouvelobs.com](http://nouvelobs.com)

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Manuel Valls tourne un peu plus le dos aux salariés

Par Mathilde Goanec

**Si Manuel Valls aime l'entreprise, il aime encore plus le patronat. Avec ses mesures pour l'emploi, le premier ministre s'attache à répondre point par point aux demandes des employeurs, quitte à détricoter un peu plus le code du travail.**

Il paraît que quand les socialistes arrivent au pouvoir, le premier de leur souci est de rassurer le patronat, qui a tôt fait de les caricaturer rouge sang. Mais rassurant ne veut pas dire servile. Une nuance que Manuel Valls semble avoir définitivement enterrée. Prenant appui sur la volonté légitime de donner un coup de pouce aux TPE et PME (les très petites, petites et moyennes entreprises), le premier ministre annonce un catalogue de nouvelles mesures qui sont autant de coups de canif dans la protection des salariés. Surtout, après les lois Macron et Rebsamen, il sanctuarise l'idée que c'est le code du travail qui crée le chômage, et non pas le manque d'activité économique.

Le chef de Matignon avait promis aux syndicats reçus la semaine dernière qu'il ne toucherait pas au CDI, véritable casus belli et ligne rouge pour un certain nombre de militants socialistes. Une fois cela acté, le premier ministre a sûrement estimé avoir les coudées suffisamment franches pour rogner sur les fondamentaux du droit social à la française.

À commencer par l'extension du recours aux CDD, qui pourront désormais être renouvelés deux fois, au lieu d'une aujourd'hui (dans une limite de 18 mois consécutifs). « Une souplesse de bon sens », assure le premier ministre. La génération précaire appréciera : après une flopée de stages, ce n'est plus un mais deux CDD que les jeunes arrivant sur le marché du travail pourront enchaîner avant d'avoir le privilège de peut-être enfin accéder au CDI. La dernière étude de l'Insee sur les inégalités est pourtant sévère sur la dislocation du marché du travail et la pauvreté grandissante dans laquelle vivent les Français de moins de 30 ans. Les abus étaient déjà nombreux, ils sont désormais entérinés au sommet de l'État. Plus que jamais, la précarité devient la norme, dans une veine libérale assumée. Validée par le président François Hollande, celui là-même qui, à

l'été 2012, à la tribune de la première «conférence sociale» de son quinquennat sous les ors du Palais d'Iena, promettait de refaire du CDI la norme et de s'attaquer à l'explosion des contrats courts.

Le plafonnement des indemnités prud'homales, en fonction de la taille de l'entreprise et de l'ancienneté des salariés, d'apparence plus technique, n'en est pas moins lourd de conséquences. « Nous voulons apporter des réponses aux employeurs qui parfois hésitent à embaucher parce que l'éventualité d'une procédure de licenciement conflictuelle les freine », plaide Manuel Valls. Dans la logique socialiste, le licenciement est de moins en moins un accident de parcours. Il se calcule, se prévoit, se provisionne. Or en mêlant barèmes, plafond et plancher, Manuel Valls marche sur un fil. Il évite a priori le couperet constitutionnel, qui exige que le juge soit maître de sa sanction, mais risque de provoquer l'ire des syndicats, CFDT compris, même s'il a pris soin d'exclure les cas les plus graves de sa réforme. Pour le moment, seules les PME sont concernées. Les barèmes pour les entreprises de plus de 250 salariés seront examinés ultérieurement, « par les parlementaires ».

Dans ce gouvernement socialiste, une boulette de François Rebsamen devient également, le temps aidant, une réforme apte à booster le business. Ainsi la question des seuils sociaux dans les entreprises. Ils ont déjà été assouplis dans la loi sur la modernisation du dialogue social ainsi que dans la loi Macron. Désormais, les petites entreprises qui passeront les seuils des 10 et 50 salariés auront un délai de trois ans pour s'acquitter de leurs nouvelles obligations fiscales et sociales. Les appels du pied de Pierre Gattaz au Medef et de François Asselineau à la CGPME ont bien été entendus. Ces derniers se sont d'ailleurs félicités, à grand renfort de communiqués de presse et de déclarations, de ces « bonnes initiatives ».

Sur les accords de maintien dans l'emploi aussi, le gouvernement joue encore une fois contre le salarié. Initiés par l'accord national interprofessionnel (ANI) voté en 2013 pour permettre aux entreprises de temporairement réduire les salaires tout en augmentant le temps de travail en cas de difficultés économiques, une poignée seulement ont finalement été signés. La cause de ce flop pour le patronat ? La résistance de certains salariés, qui refusent de signer ces accords. Ils peuvent être licenciés, mais pour raison économique, avec intervention de

l'inspection du travail et indemnités afférentes. Une contrainte désormais levée.

Par compensation, le premier ministre a largement communiqué sur sa prime à la première embauche qui sera immédiatement versée aux toutes petites entreprises n'ayant jamais embauché. Quatre mille euros censés pousser les tout petits à franchir le pas, qu'ils embauchent en CDI ou en CDD. Plus de 60 000 emplois pourraient ainsi être créés selon Matignon. Une mesure séduisante a priori, mais qui arrive après une série d'incitations à l'emploi trop rarement évaluées. Le gouvernement a-t-il pris la mesure de l'échec du contrat de génération, qui inclut lui aussi une aide de quelques milliers d'euros aux TPE et PME pour chaque embauche ? Que dire aussi des millions d'euros distribués dans le cadre du CICE ou du Pacte de responsabilité, alors même que le patron des patrons, Pierre Gattaz, s'assoit sur ses engagements sans vergogne ?

Enfin, c'est la méthode qui choque. Les mutations induites par cette série de mesures seront profondes. Pour éviter la controverse, elles vont s'agréger, par la petite porte des amendements, à deux textes différents, les très fourre-tout lois Rebsamen et Macron (dont on voit déjà les limites avec un possible recours à un deuxième 49.3). Drôle de manière de concevoir le monde du travail, ainsi que la démocratie.

mediapart.fr

### III) Faute

L'auteur



Laurent JOFFRIN

«Confusion des genres», avait lâché François Hollande en 2012 quand on avait appris que Nicolas Sarkozy profitait des facilités de transport officielles pour se rendre à ses meetings de campagne. Confusion encore plus gênante quand il apparaît que Manuel Valls a usé des mêmes

transports pour se rendre à un match de football, arguant tardivement et maladroitement d'une réunion concomitante dont on n'est pas certain qu'elle ait eu lieu. Certes le Premier ministre a jusqu'ici évité tout dérapage de ce genre. Certes les socialistes, depuis 2012, ont prodigué des efforts réels pour accroître la rectitude et la transparence des éléments de train de vie des élus ou des ministres. Certes les leaders de la droite se sont maintes fois retrouvés dans des situations tout aussi contestables. Certes, enfin, la nostalgie monarchique qui parfume la Ve République procure au gouvernement des lieux de travail et des appartements de fonction souvent situés dans des hôtels particuliers d'Ancien Régime. Cette fréquentation quotidienne des ors et des pompes hérités d'un autre âge rend les tentations plus grandes. Dans un tel décor, on finit par se croire au-dessus du commun des mortels. Mais on remarquera aussi que le général de Gaulle, fondateur de la Ve République, remboursait de sa poche les repas pris en famille à l'Élysée. Et quand il a nommé Georges Pompidou Premier ministre, il lui a enjoint de passer ses vacances non à Saint-Tropez, comme à son habitude, mais en Bretagne... Ne parlons pas des mœurs austères en vigueur dans les pays scandinaves, où l'apparat est circonscrit aux familles régnantes et où l'on maintient le gouvernement dans un mode de vie quasi monacal. Si bien que l'écart aérien de Manuel Valls, dans une période où la défiance envers les hommes politiques ne cesse de s'épaissir, est bien une faute éthique et politique qui plonge la gauche de gouvernement dans un cruel embarras.

Laurent JOFFRIN



#### **IV) Loi Macron : le recours au 49-3 se confirme**

Gregoire Poussielgue / Journaliste

**Le gouvernement, qui « veut aller vite », compte de nouveau utiliser l'article 49-3, pour le vote, en seconde lecture, de la loi Macron.**

La volonté du gouvernement d'avoir recours au 49-3 pour accélérer le vote de la loi Macron, qui sera en deuxième lecture à l'Assemblée nationale la semaine prochaine après son examen par la commission spéciale cette semaine, s'affichait de plus en plus clairement depuis début juin. La décision, désormais, ne fait plus de doute : selon nos informations, le 49-3, qui engage la responsabilité du gouvernement, sera bien engagé pour le vote de la loi « croissance, activité et égalité des chances économiques ». Interrogé, le cabinet du secrétaire d'Etat aux relations avec le parlement se refuse toutefois à confirmer.

**« Nous voulons aller vite »**

Le gouvernement n'est pas enclin à repartir sur des débats de longue haleine et à voir les divisions de la majorité étalées au grand jour. Les discussions ont déjà occupé 130 heures au Sénat et 110 heures à l'Assemblée en première lecture et les divisions ont été profondes.

« Nous voulons aller vite, et cette solution me paraît la bonne solution effectivement. Nous allons en parler avec les parlementaires, mais en tout état de cause, il faut avancer et le 49-3 est une option raisonnable », a prévenu mercredi, sur Europe 1, le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, est exactement sur la même longueur d'onde. « Si on veut vraiment profiter de la vague de reprise que l'on constate, dès la rentrée, on ne peut pas passer des années à discuter. Il y a des moments où il faut être capable de dire : nous avons besoin de signaux et d'actes très vite », a-t-il dit ce matin sur RTL.

L'utilisation du 49-3 en première lecture avait exacerbé la crise au sein de la majorité.

**LesEchos.fr**

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## V) Quand Emmanuel Macron cogne à son tour sur Arnaud Montebourg



Par Maurice Szafran

La réplique d'Emmanuel Macron aux propos de Montebourg et Pigasse est en partie fondée, mais ne pas prendre en compte les angoisses collectives des peuples d'Europe serait une erreur politique.



Emmanuel Macron, ministre de l'Economie. (FREDERICK FLORIN / AFP)

Surpris par la violence de l'attaque au moment précis où les socialistes tenaient congrès à Poitiers, l'Élysée et le gouvernement étaient jusque-là restés cois. L'ex-ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, secondé par le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, par ailleurs actionnaire du Monde et de L'Obs, attaquait sec dans la récente livraison du Journal du Dimanche : "L'absurde conformisme bruxellois de l'exécutif" s'est transformé en une "gigantesque fabrique à suffrages du Front national". Le pouvoir ne pouvait rester sans réagir puisque Montebourg et Pigasse frappaient juste ou, plus précisément, utilisaient une phraséologie anti-bruxelloise à laquelle adhère aujourd'hui une large majorité de Français. Emmanuel Macron s'est donc collé à la tâche. Une mission pas forcément simple.

### "Rien de neuf sous le soleil"...

C'est vrai qu'il n'est guère populaire, quasi ringard, de défendre non pas l'Europe, mais les instances européennes, ce monstre technocratique mis en place, si l'on en croit la pensée convenable du moment, pour mieux écraser les peuples et éteindre leurs âmes. Le ministre de l'Economie ne manque pas d'audace, voire de courage, quand

délibérément, il choisit le contrepied, la fidélité à l'engagement européen, quand, sans gêne apparente, il rappelle quelques principes depuis bien longtemps ringardisés : "Montebourg ? Un vieux discours qu'on tient depuis trente ans. Quand les choses sont bien faites, c'est grâce à nous ; quand nous avons des problèmes, des contraintes, c'est l'affreux Bruxelles. Mais Bruxelles, c'est nous. Bruxelles, c'est un choix librement consenti par les États". Et Macron, qui se souvient de ses humanités, de conclure en ... latin : "nihil novi sub sole" - "rien de neuf sous le soleil ».

### ... Pas sûr qu'il ait raison

On peut considérer, c'est le cas des tenants de la gauche dite libérale, que Montebourg et Pigasse n'hésitent pas à faire preuve d'une bonne dose de démagogie. Est-il en effet acceptable qu'ils reprennent à leur compte sans la moindre nuance ni distanciation les thèses et les mots des divers populistes, droitiers ou gauchisants? Rendent-ils de la sorte service à la France puisque, précisément, ils se sont attribués cette (ambitieuse) mission? Porte-parole du chef de l'Etat et du Premier ministre, Macron tente de les démonétiser. Il est, à l'évidence, sincère dans sa réplique. Mais peut-il ainsi, avec ce discours-là, prétendre à l'efficacité ? Et bien, non.

La droite et la gauche "européennes" devraient enfin prendre au sérieux, très au sérieux, la droite et la gauche "anti européennes". Ce n'est toujours pas le cas et les ravages politiques de ce mépris sont d'ailleurs démesurés depuis l'échec du référendum portant sur la constitution européenne en 2005. Car la plupart des lecteurs du JDD, il faut en être conscient, partagent les points de vue et de rage du duo Montebourg-Pigasse. Il faudrait conduire un inlassable travail pédagogique et les pro-européens classiques s'en avèrent toujours aussi incapables. La réplique d'Emmanuel Macron est en grande partie fondée. Elle est pourtant trop ironique, trop deuxième degré, ne prenant pas suffisamment en compte les angoisses collectives des peuples d'Europe. Montebourg, en les angoissant, mène une stratégie politique évidemment et éminemment contestable ; mais le ministre ne fait pas de même. Il s'adresse de la sorte aux décideurs et non pas aux électeurs. C'est d'ailleurs la quintessence des difficultés que rencontre au pouvoir la gauche façon Hollande-Valls-Macron. Ils ne parviennent pas à parler aux Français, toujours pas. Il pourrait être trop tard.

## VI) Mélenchon : "L'ancienne manière de faire de la politique est morte"

Magazine Marianne

Si du côté du Parti socialiste, la tribune au vitriol d'Arnaud Montebourg et de Matthieu Pigasse contre la politique de la majorité a reçu un accueil mitigé, Jean-Luc Mélenchon, lui, la trouve "intéressante" car allant dans "le bon sens". Néanmoins, il estime qu'"il faut aller au bout" de la logique et quitter le PS car "les vieux partis" seraient en voie d'extinction...



NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Invité de Léa Salamé ce matin dans le 7/9 de France Inter, Jean-Luc Mélenchon, ancien co-président du Parti de gauche, a salué l'initiative d'Arnaud Montebourg et de Matthieu Pigasse lancée dans les colonnes du JDD, une charge pour dénoncer « l'absurde conformisme bruxellois » du gouvernement et l'austérité, cette politique qui « répand la colère, le dépit, la violence chez des millions de nos concitoyens qui s'estiment bernés, trahis et abandonnés » et les pousserait in fine dans les bras du Front national, selon les auteurs. Une tribune que l'ancien candidat à la présidentielle du Front de gauche juge « intéressante » car allant dans son « sens au moins sur un sujet fondamental (...), le fait que la politique de la France continue à se faire sur les injonctions de Bruxelles et du gouvernement de Berlin ».

[http://www.dailymotion.com/video/x2t4htx\\_jean-luc-melenchon-ne-vous-resignez-pas-ils-n-ont-pas-gagne-la-partie\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x2t4htx_jean-luc-melenchon-ne-vous-resignez-pas-ils-n-ont-pas-gagne-la-partie_news)

Reste que Jean-Luc Mélenchon voit dans la démarche de l'ancien ministre de l'Economie une limite de taille : « Il me semble qu'avec ce qu'il dit, il devrait le faire [quitter le PS], moi je l'ai fait ». Et pour deux raisons simples, selon Mélenchon. D'une part, « tout le monde comprend que les vieux partis, l'ancienne manière de faire de la politique est morte ». D'autre part, vouloir changer le PS de l'intérieur serait un espoir vain, avance-t-il dans une sorte d'adresse aux frondeurs : « Je suis désolé pour tous ceux qui reportent à demain leurs espérances, le Parti socialiste demain, le menu est affiché. L'habileté de Jean-Christophe Cambadélis qui est l'homme montant de ce parti et qui les a tous rassemblés (...) pour applaudir Valls et voter Hollande. Point, c'est fini les amis. » Jeu, set et match donc. Et d'inviter tous ceux qui veulent lancer « des mouvements citoyens », des écologistes au socialiste Pouria Amirshahi « à aller au bout de [leur] logique : rassembler des citoyens et constituer des assemblées représentatives des citoyens ».



## VII) Pouria Amirshahi : « Il faut dépasser les tribus de la gauche »

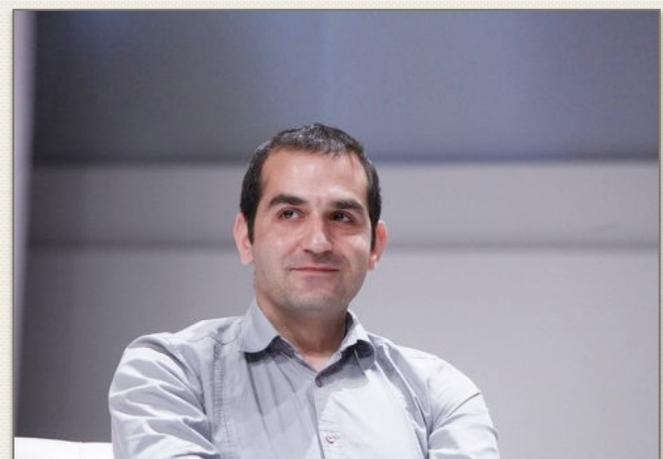


photo parti-socialiste.fr

Entretien par Nathanaël Uhl

**À la sortie du congrès du PS, le député frondeur Pouria Amirshahi propose un nouveau mouvement citoyen pour préparer l'après 2017 : un « mouvement commun » et ouvert pour réinvestir le débat public et imposer les idées qui rassemblent à gauche.**

**Regards. À l'issue du congrès du Parti socialiste, vous appelez vos camarades à « exister à côté du PS ». Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?**

**Pouria Amirshahi.** J'ai, à plusieurs reprises et depuis longtemps, caractérisé la politique du gouvernement comme libérale et sécuritaire. Aujourd'hui, il faut la dépasser. Le Parti socialiste est vieillissant, molletiste... Je ne veux plus perdre de temps en bagarres internes à la gauche, mais aller vers un mouvement commun avec les écologistes, les communistes, ainsi que ces milliers de citoyens qui ne se reconnaissent plus dans les partis. Pour créer ce mouvement citoyen de type nouveau, il faut dépasser les chapelles, les tribus, de la gauche. Donc, il faut éviter les préalables, les injonctions mortifères comme celle de quitter sa famille politique et, à l'inverse, faire le pari de la sincérité.

**« Je ne demande à personne de quitter son parti »**

**Est-ce vraiment possible ?**

Nous sommes nombreux à être d'accord sur les enjeux pour l'avenir : l'écologie alternative, la redistribution des richesses, une autre politique étrangère. Il est essentiel de réunir celles et ceux qui vont dans ce sens. Mais il ne faut pas poser de préalable. Donc, je ne demande à personne de quitter son parti, mais bien d'agir pour réimposer, dans le débat public, les idées transformatrices que sont l'égalité réelle entre Français de toutes consciences et provenances ; la raison et la morale en économie ; une autre stratégie dans la mondialisation... Ces idées sont absentes du débat public en raison de la médiocrité, des frilosités, des renoncements et des servitudes qui empêchent de s'exprimer aujourd'hui dans les cadres partisans.

**« Exister à côté du PS » n'est-ce pas, déjà, ce que font les gauches du PS au travers du club "Gauche avenir", les frondeurs lors des universités d'été, ce que vous avez-vous-même fait à la Bellevilloise ?**

C'est en effet dans cet objectif que j'ai organisé

une rencontre à la Bellevilloise en demandant, alors, aux politiques d'être humbles, à l'image de celles et ceux que nous avons mandat de représenter. J'ai voulu que nous, dirigeants politiques ou élus, écoutions la société civile. Dernièrement encore, j'ai participé, dans le même sens, au Forum européen des alternatives. C'est aussi ce que nous avons entrepris, il y a deux ans, avec celles et ceux que vous, journalistes, vous appelez "frondeurs". Nous avons tâché de dépasser les clivages, les chapelles, les enjeux de personne. Cela a permis de mettre à jour des préoccupations partagées avec nos amis écologistes et communistes. Il est plus que temps de dépasser la sidération dans laquelle nous a tous plongés le tournant opéré par le président de la République. En même temps, vous le rappelez, nous avons travaillé depuis deux ans. Et cet amalgame politique commence à prendre tournure. Il faut désormais aller plus loin et renouer avec une action résolue en faveur du progrès.

**« Il faut éviter le poison de la présidentielle de 2017 »**

**Beaucoup, à gauche du PS, posent la question de votre sincérité. Que leur répondez-vous ?**

Aucune majorité parlementaire ne refuse de voter la confiance ou le budget présenté par l'exécutif qu'elle a mis en place. Je l'ai fait, à plusieurs reprises. On peut certes me reprocher de ne pas avoir voté contre. Mais s'abstenir, c'est déjà refuser. À côté, j'ai voté en faveur d'une écrasante majorité de lois qui allaient dans le bon sens. Sans sectarisme ni agressivité, nous avons, avec les "frondeurs", imposé l'idée d'un débat parlementaire libre. Parce que nous procédons du peuple et pas de l'exécutif. Nous avons, collectivement, fait acte d'émancipation tout en nous regroupant, en fédérant des parlementaires issus de sensibilités différentes. Désormais, il est temps de nous ouvrir à la société, d'accélérer le mouvement dialectique entre la politique citoyenne et sa représentation. C'est pour cela qu'il faut mener un dialogue permanent, avec celles et ceux qui sont dans les partis de gauche mais, surtout, avec celles et ceux qui luttent au quotidien contre les discriminations, avec les artistes, les syndicalistes, les entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire...

## **Comment faire pour donner à voir ce nouveau rassemblement alors que les échéances électorales se rapprochent ?**

Il faut éviter le poison de la présidentielle de 2017 qui pétrifie ceux qui manquent de courage et qui exacerbe les opportunistes. S'il est possible de se rassembler d'ici là, si nous parvenons à donner à voir ce mouvement commun, pourquoi pas. Sinon, chacun fera son choix. Mais je préfère que nous préparions la France d'après, d'après 2017. Pour cela, il faut repolitiser les temps inter-électorales, ceux qui séparent les différents scrutins.

[regards.fr](http://regards.fr)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**



